

Brochure n° 3122

Convention collective nationale
IDCC : 454. – REMONTÉES MÉCANIQUES
ET DOMAINES SKIABLES

ACCORD DU 27 NOVEMBRE 2018
RELATIF À LA DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE COMPÉTENCES
(OPCO AGEFOS-PME, SECTEUR 10)

NOR : ASET1950810M
IDCC : 454

Entre :
Domaines skiabiles,
D'une part, et
FO ;
FNST CGT,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel transforme les OPCA en opérateurs de compétences. En application de ce texte, les branches professionnelles doivent désigner l'opérateur de compétences dont elles relèvent par accord collectif avant le 31 décembre 2018.

Compte tenu de la couverture territoriale, des services de proximité, de l'expertise de l'OPCA, des relations nouées jusqu'à présent entre la branche des remontées mécaniques et domaines skiabiles et son OPCA et de la nécessité de garantir une stabilité juridique à la branche s'agissant tant de la collecte des contributions, que de la gestion des dossiers de prise en charge et de la fourniture d'un conseil opérationnel, les parties signataires conviennent de maintenir leur attachement à AGEFOS-PME et de procéder à sa désignation en tant qu'opérateur de compétences.

C'est pour ces raisons que les parties signataires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, conviennent des dispositions suivantes :

Article 1^{er}

Objet

Le présent accord a pour objet de désigner l'opérateur de proximité (AGEFOS-PME, secteur 10) comme l'opérateur de compétences de la branche des remontées mécaniques et domaines skiabiles

au titre de sa contribution légale de participation à la formation professionnelle et à l'alternance, et, le cas échéant, comme collecteur et gestionnaire pour les contributions supplémentaires versées, soit en application d'un accord collectif professionnel et national, soit à titre volontaire, par les employeurs, pour la formation de leur personnel.

Conformément à l'article L. 6332-11-1 du code du travail issu de la loi n° 2018-771, le présent accord prévoit que la part de la collecte non affectée au financement du compte personnel de formation des travailleurs indépendants et du conseil en évolution professionnelle est gérée au sein d'une section particulière de l'opérateur de compétences désigné par cet accord.

Article 2

Champ d'application

Le présent accord, portant désignation de l'opérateur de compétences, s'applique à toutes les entreprises comprises dans le champ d'application de la convention collective nationale des remontées mécaniques et domaines skiables signée le 15 mai 1968 et étendue le 3 février 1971, conformément à son champ d'application conventionnel en vigueur.

Article 3

Sécurisation juridique

Le présent accord annule et remplace la précédente désignation de l'OPCA de la branche AGE-FOS-PME opérée par l'avenant n° 34 du 30 mars 2007 et confirmée par l'avenant n° 68 du 29 novembre 2017.

Article 4

Justification liée à l'absence de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Conformément aux articles L. 2261-23-1 et L. 2232-10-1 du code du travail, tout accord de branche ayant vocation à être étendu doit comporter des stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés ou, à défaut, des justifications permettant d'expliquer l'absence de dispositions spécifiques à ces entreprises.

En application de l'article L. 6332-1-1 du code du travail une branche ne peut relever que d'un seul opérateur de compétences.

Dès lors, toutes les entreprises quels que soient leurs effectifs, doivent relever du même opérateur de compétences.

Il n'y a donc pas lieu de prévoir, dans le présent accord, de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 5

Dispositions générales

Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur au 1^{er} janvier 2019.

Durée

Les parties signataires conviennent que le présent accord est conclu pour une durée indéterminée à compter de la date de sa signature.

Formalités

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, le présent accord fera l'objet des formalités de notification, de dépôt et d'extension, auprès des organisations représentatives, des services du ministre chargé du travail et du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes.

Fait à Chambéry, le 27 novembre 2018.

(Suivent les signatures.)